



Travail forcé et travail des enfants :
l'impulsion d'une large coalition

L'ONG toulousaine Ressources Humaines Sans Frontières organise une table ronde exceptionnelle le jeudi 30 novembre à Toulouse

La question du travail forcé et du travail des enfants peut parfois sembler éloignée des réalités de notre pays. Elle est pourtant toujours d'actualité et même en augmentation à l'échelle européenne et mondiale. Ce constat d'échec pousse à adopter une approche innovante.

Le jeudi 30 novembre à Toulouse, l'ONG Ressources Humaines Sans Frontières organise une table ronde exceptionnelle sur cette thématique. Elle réunira, pour la première fois, des acteurs majeurs de la lutte contre les conditions de travail indécents, dont le législateur rapporteur de la loi sur le devoir de vigilance, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, des entreprises françaises et malaisiennes, des investisseurs, un travailleur à Taïwan, ... Cette table ronde mettra en lumière l'articulation nécessaire du travail de tous ces acteurs pour prévenir efficacement le travail des enfants et le travail forcé, dans le cadre du programme de recherche-action Lab 8.7.

Créé par RHSF en partenariat avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le **programme de recherche-action Lab 8.7** permet, grâce à un travail en commun, de s'inscrire dès à présent dans le cadre de la législation actuelle. En 2024, une nouvelle directive et un nouveau règlement européens devraient être adoptés : l'une visant à prohiber les produits provenant du travail forcé, tandis que l'autre étendra au niveau européen les obligations du devoir de vigilance. **Ces initiatives reposent sur la promotion de l'intelligence collective pour faire face à ces défis cruciaux.**

**« Agir contre le travail forcé et le travail des enfants :
l'impulsion d'une large coalition »**

Un constat s'impose : **le travail des enfants est à nouveau en hausse** pour la première fois depuis 20 ans, avec 160 millions d'enfants qui en sont victimes. Les dernières estimations montrent que le travail forcé a également considérablement augmenté au cours des cinq dernières années, notamment en Europe.

*« Face à la complexité de la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants, force est de constater qu'agir chacun de son côté (entreprises, ONG, gouvernements...) ne mène à rien. **Chacun détient une partie de la solution.** Mais la clé est l'impulsion de tous, y compris des dirigeants d'entreprises et des investisseurs, jusqu'aux équipes de terrain, aux travailleurs des sous-traitants et aux populations impactées par nos activités »,* souligne Martine Combemale, fondatrice et présidente de l'ONG Ressources Humaines Sans Frontières (RHSF).

Organisée le **jeudi 30 novembre à Toulouse** par RHSF, la table ronde « **Agir contre le travail forcé et le travail des enfants : l'impulsion d'une large coalition** » mettra en lumière une **démarche innovante**, reposant sur l'articulation du travail de tous ces acteurs pour prévenir efficacement le travail des enfants et le travail forcé, dans le cadre du programme de recherche-action Lab 8.7 de RHSF.

Seront présents à cette table ronde exceptionnelle, animée par Jean-Christophe Giesbert :

- **Dominique POTIER** - Député de Meurthe-et-Moselle, rapporteur de la loi sur le devoir de vigilance
- **Anousheh KARVAR** - Déléguée du Gouvernement français auprès de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)
- **François GAVE** - Représentant spécial pour la responsabilité sociétale des entreprises et la dimension sociale de la mondialisation - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Aurélié HAUCHÈRE VUONG** - Responsable de programme à l'OIT, spécialiste du travail forcé
- **Nadia PELLEFIGUE** - Vice-Présidente en charge de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, de l'Europe et des Relations internationales - Conseil Régional Occitanie
- **Grégoire COUSTÉ** - Délégué général du FIR (Forum pour l'Investissement Responsable)
- **Cécile MUL** - Présidente du Groupe MUL
- **Stéphane BRABANT** - Avocat - Avocats Sans Frontières
- **Aziz AHAMMOUT** - Chef de projet Asie RHSF, basé en Malaisie
- **Maxime GOUALIN** - Responsable Compliance & RSE, DPO, porte-parole des entreprises participant au programme de recherche-action Lab 8.7.

Deux témoignages précieux et rares viendront enrichir les échanges :

- **Cynthia SHANMUGAM-DALVINDER**, dirigeante d'une filiale d'une entreprise française installée en Malaisie, témoignera sur le projet mené avec RHSF sur place.
- **Aiza**, travailleuse philippine en situation de travail forcé à Taïwan, aujourd'hui représentante syndicale des migrants dans une entreprise à Taïwan.

Exposition internationale de dessins sur le travail forcé

En marge de cette table ronde, RHSF présentera, du 15 novembre au 15 décembre à la Bibliothèque universitaire de la Manufacture des Tabacs, une exposition itinérante de dessins, en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

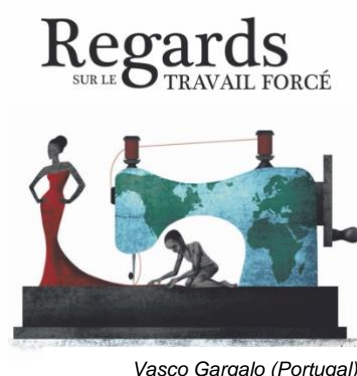
L'exposition coïncide avec deux journées internationales importantes : d'une part, la **Journée internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre**, puis la **Journée internationale pour les droits de l'Homme, le 10 décembre**.

Exposition « **Regards sur le travail forcé** » à la Bibliothèque universitaire de la Manufacture des Tabacs, 21 Allée de Brienne, 31000 Toulouse

Du 15 novembre au 15 décembre

Du lundi au vendredi de 9h00 à 20h00, le samedi de 9h30 à 20h00 — Entrée libre

Plus d'infos : https://www.ilo.org/global/ldtest/WCMS_826744/lang-fr/index.htm



Ressources Humaines Sans Frontières : une ONG toulousaine, au rayonnement international



RHSF défend le principe d'un travail décent pour tous, tant dans les entreprises donneuses d'ordre que chez leurs sous-traitants. L'ONG se préoccupe avant toute chose de réduire les risques de travail des enfants et de travail forcé auxquels les personnes vulnérables sont exposées.

ONG de terrain, RHSF expérimente, à partir d'une analyse fine des risques et des causes profondes de ce problème, des actions de prévention concrètes avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, en coopération avec les gouvernements et les organisations de la société civile locale.

Fondée à Toulouse en 2006 par des professionnels de la Responsabilité sociale des Entreprises (RSE) et des Ressources humaines, dont Martine Combemale, RHSF a été plusieurs fois récompensée pour ses travaux. Par exemple, pour avoir prouvé, après avoir vécu deux ans en immersion complète dans une entreprise chinoise, qu'il est possible d'améliorer les conditions de travail sans sacrifier à la compétitivité économique (*[récit directeur usine en Chine](#)*).

Le programme de recherche-action « Lab 8.7 » de RHSF : une initiative unique en France



RHSF a créé et pilote, en partenariat avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le « Lab. 8.7 », un programme de recherche action pour prévenir le travail des enfants et le travail forcé.

Ce laboratoire s'inscrit dans la stratégie nationale et internationale "Alliance 8.7", un partenariat international créé sous l'égide de l'ONU. Il réunit des États, organisations internationales, entreprises et membres de la société civile pour éradiquer le travail forcé et le travail des enfants (cible 8.7 des Objectifs de Développement Durable (ODD)).

« Le projet « Lab 8.7 » donne l'exemple d'une approche partenariale indispensable entre pouvoirs publics, entreprises et société civile » pour atteindre l'objectif d'un travail décent pour tous, observe le [ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#).

Ce programme de recherche-action tend à fournir un cadre académique qui laisse le temps d'expérimenter des pratiques pilotes innovantes, et qui verse à l'intérêt général toutes les connaissances sur le sujet et les apprentissages.

Dans le cadre du "Lab 8.7", RHSF a notamment mis en place en 2022, avec le soutien de l'Agence française de Développement (AFD), un projet d'une durée de trois ans, "RéSolution".

Destiné à tester sur le terrain des méthodes de prévention des risques de travail indécent, il s'est déployé au Costa Rica (plantation de café) et en Malaisie (industrie). Deux salariés de RHSF démêlent sur place la complexité des sources du travail forcé. En même temps, ils testent des pratiques adaptées en fonction des conditions locales, de la politique sociale des gouvernements, des réseaux d'agences de recrutement...

Table ronde
« Agir contre le travail forcé et le travail des enfants : l'impulsion d'une large coalition »

Jeudi 30 novembre 2023 de 16h45 à 18h30
suivie d'un cocktail

Salle du Sénéchal
17 rue de Rémusat 31000 Toulouse



Entrée gratuite [sur inscription](#)

Pour plus d'informations sur RHSF : <https://rhsansfrontieres.org/>

Contacts presse :

Amélie Jolivet – a.jolivet@attila.agency - 07 88 88 69 30

Mathilde Lise – m.lise@attila.agency – 06 26 26 52 68

CV des intervenants

Dominique Potier, député socialiste de la 5^e circonscription de Meurthe-et-Moselle, rapporteur de la loi française sur le devoir de vigilance



Député socialiste de la 5^e circonscription de Meurthe-et-Moselle depuis 2012, Dominique Potier est membre de la Commission des Affaires économiques et rapporteur de la loi française sur le devoir de vigilance.

Ancien agriculteur en coopérative bio, il a occupé le mandat de maire de Lay-Saint-Rémy entre 2001 et 2013, puis de Président de la Communauté des communes du Toulous d'ès 2008 et pendant la même période, il fut Président du Pays Terres de Lorraine et Vice-président du Syndicat Mixte du SCoT Sud Meurthe-et-Moselle. En 2013, il fait le choix de démissionner de ses mandats locaux pour se consacrer intégralement à son mandat de député.

Dominique Potier est en première ligne, avec la société civile, dans les combats pour la justice au quotidien et pour une mondialisation plus humaine (transparence des paradis fiscaux, devoir de vigilance des multinationales, lutte contre l'accaparement des terres). Il est actuellement rapporteur de la commission d'enquête sur les pesticides à l'Assemblée nationale. Fondateur du laboratoire d'idées humaniste *Esprit Civique*, parrainé par Jacques Delors, il est également le Directeur de l'Observatoire de l'agriculture et du monde rural de la Fondation Jean Jaurès.

Anousheh Karvar, Déléguée du Gouvernement français auprès de l'OIT, présidente de l'alliance 8.7 (juin 2019-juin 2023)



Anousheh Karvar est titulaire d'un doctorat en histoire et sociologie des sciences. Elle a été conservatrice en chef à la Bibliothèque nationale de France (1992-2000), secrétaire nationale et trésorière confédérale de la CFDT (Confédération française démocratique du travail) de 2001 à 2011. Elle a rejoint l'Inspection générale des affaires sociales, en 2012. De 2016 à 2018, elle a été, tout à tour, directrice adjointe du cabinet de la ministre du Travail en charge de l'emploi et de la formation, puis conseillère chargée de la cohésion sociale, territoriale et des outre-mer auprès du président de l'Assemblée nationale.

En juin 2018, elle a été nommée Déléguée du gouvernement français au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et Représentante de la France dans les filières travail et emploi des G7 et G20. Entre juin 2019 et juin 2023, elle a assuré la Présidence de l'Alliance 8.7, Partenariat mondial onusien contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des êtres humains et l'esclavage contemporain. Anousheh Karvar a été nommée par le Président de la République chevalier de la Légion d'honneur, le 14 juillet 2021.

François Gave, Représentant spécial pour la responsabilité sociétale des entreprises et la dimension sociale de la mondialisation au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



François Gave est diplomate de carrière. Il a été en poste à La Haye, Bruxelles, New York et Genève. Il a travaillé notamment sur les questions économiques et financières, de développement durable, de droits de l'Homme et les affaires humanitaires.

Il a pris part à la négociation du premier paquet énergie-climat au sein de l'Union européenne et à l'adoption des objectifs de développement durable à l'Assemblée générale des Nations unies. Il a concouru, à plusieurs reprises, aux travaux du G7 et du G20.

Aurélié Hauchère Vuong, Spécialiste Travail Forcé, Organisation Internationale du Travail



Passionnée par les droits de l'homme et la justice sociale, Aurélié Hauchère Vuong travaille sur les questions de travail forcé, traite des personnes et esclavage moderne depuis 2003, date à laquelle elle contribue à la collecte et l'analyse des données utilisées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour établir la toute première estimation mondiale sur le travail forcé. Depuis lors, elle a abordé ces questions sous différents angles, que ce soit à travers des projets de coopération technique en Amérique latine, Asie, Afrique, ou en concevant des outils de formation et des campagnes de sensibilisation.

Aurélié Hauchère Vuong mène régulièrement des formations sur la détection et la lutte contre le travail forcé à travers le monde, notamment avec des inspecteurs du travail, syndicalistes, policiers, magistrats ou des entreprises. Elle a coordonné avec RHSF le concours et l'exposition internationale de dessins sur le travail forcé « Regards sur le Travail forcé ».

Aurélié Hauchère Vuong a reçu le prix de l'innovation de l'OIT pour sa coordination de la campagne « 50 for Freedom », visant à sensibiliser un large public sur le travail forcé et à obtenir les 50 premières ratifications du Protocole de l'OIT sur le travail forcé (2014-2023). Elle a participé au programme EMERGE de l'ONU pour les femmes leaders de demain.

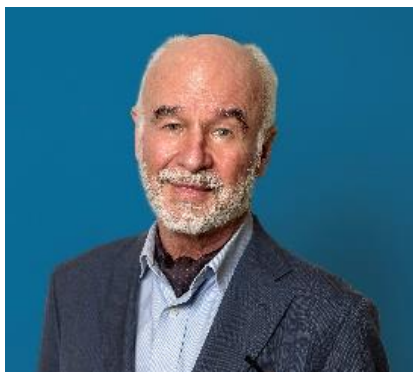
Nadia Pellefigue, Vice-présidente de la Région Occitanie



Depuis janvier 2016, Nadia Pellefigue est vice-présidente de la région Occitanie en charge du développement économique, de l'innovation, de la recherche et de l'enseignement supérieur. Elle est aussi fondatrice d'Une Nouvelle Énergie pour Toulouse.

Elle s'investit particulièrement sur la refonte du dispositif de soutien aux entreprises et aux territoires, sur l'innovation^[7] en stimulant les relations entre laboratoires de recherche et entreprises, ainsi que sur l'appui aux startups avec notamment le suivi de la création d'une cité des start-ups à Toulouse^[8].

Stéphane Brabant, Associé Senior, Paris, Avocats Sans Frontières



Stéphane Brabant est associé senior chez Trinity International à Paris.

Il a agi comme l'un des experts juridiques auprès du Professeur John Ruggie, représentant spécial de l'ONU à l'occasion de la mise en place des Principes Directeurs des Nations Unies sur le respect des droits de l'homme par les sociétés transnationales et autres entreprises. Stéphane Brabant assiste plus particulièrement les entreprises dans l'application de la loi française sur le devoir de vigilance et intervient dans des dossiers contentieux et d'arbitrage sur les questions liées au respect des droits humains par les entreprises et les Etats. Il a en outre développé une activité dans la mise en place de blockchains pour la traçabilité du respect des droits humains dans les chaînes de valeur et la traçabilité de divers financements.

Il est l'un des seuls avocats désignés dans le classement Chambers Global 2022 comme Senior Statesman et est notamment classé à ce titre dans la catégorie Business & Human Rights Law (Global Market Leaders). Membre du conseil consultatif du Business & Human Rights Project au centre des droits de l'homme de l'American Bar Association, il est également l'auteur de nombreuses publications.

Grégoire Cousté, Délégué général et Secrétaire général du Conseil du FIR (Forum pour l'investissement responsable)



Grégoire Cousté a rejoint le FIR et le monde de l'ISR en 2009 après avoir exercé dans les domaines de la santé publique, de la communication stratégique et du journalisme. Avant de rejoindre le FIR, il était directeur de la communication de *The International Union Against Tuberculosis and Lung Disease* (IUATLD) et auparavant responsable du Pôle affaires publiques et communication stratégique de *Nextep, Consulting & Health Economics*, cabinet spécialisé dans les industries de santé. Il a commencé sa carrière comme journaliste à la Radio BFM, puis au sein de l'agence DioraNews, dont il était chargé de développer les partenariats éditoriaux. Co-auteur du livre « ISR et Finance responsable » aux éditions Ellipses, il est également administrateur de l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC).

Le Forum pour l'Investissement Responsable regroupe tous les acteurs de l'Investissement responsable : investisseurs, gestionnaires d'actifs, agences de notation sociétale, consultants, associations, syndicats, ONG et personnalités qualifiées : avocats, chercheurs, journalistes. Le FIR a rejoint le Lab 8.7 en 2021. La coalition se mobilise pour que l'exercice du devoir de vigilance contribue effectivement à réduire les risques pour les personnes et ce grâce à un dialogue constructif entamé avec les entreprises. L'objectif est donc de mieux comprendre les enjeux spécifiques liés au secteur d'activité et à l'implantation de la chaîne de valeur des entreprises et d'ainsi les accompagner dans la prévention des risques liés au travail forcé et travail des enfants ([Voir communiqué de presse FIR](#)).

Cécile Mul, PDG du Groupe Gazignaire, membre du programme Lab 8.7 depuis 2020



Exploitants agricoles depuis 5 générations, la famille MUL amorce son développement industriel dans les années 70, à l'heure où de nombreuses entreprises du secteur de l'aromatique délaissent les productions locales pour se tourner vers des approvisionnements externes. Adoptant une démarche inverse, l'entreprise décide de préserver et de valoriser son activité agricole en lui ouvrant de nouveaux débouchés par l'intégration des activités d'extraction & de distillation.

Ce choix stratégique fait qu'aujourd'hui, le Groupe MUL possède un profil unique dans le secteur : à la fois agricole & industriel ; et contribue à la préservation d'un savoir-faire historique du bassin Grassois, à savoir la culture & la transformation de matières premières aromatiques.

Prenant la succession de son père, c'est aujourd'hui avec la même vision que Cécile MUL, positionne les entités du groupe sur des projets de traçabilité complets, durables et respectueux de l'Homme & de l'Environnement.

Interview de Cecile Mul par le magazine [Forbes France](#)

Aziz Ahammout, Responsable de projet Asie RHSF



Aziz Ahammout est arrivé à RHSF en 2016. Il supervise aujourd'hui le pôle Veille de RHSF en assurant une veille permanente sur les lois et les réalités du travail des enfants et du travail forcé dans le monde. L'objectif est de rendre compte des réalités sur le terrain, de donner une lecture des situations et d'anticiper les facteurs de risques.

En parallèle, il mène un projet de recherche-action en Malaisie pour mettre en pratique une prévention des risques de travail forcé appropriable par les parties prenantes locales. Son expérience en ressources humaines et au contact de diverses cultures sont essentielles pour maintenir et développer les bases de connaissances dédiées à la prévention du travail indécemment.

Martine Combemale, Fondatrice présidente de Ressources Humaines Sans Frontières



Martine Combemale est présidente fondatrice de l'association Ressources Humaines. Depuis 2006, elle a apporté sa grande expertise en matière de travail des enfants et de travail forcé à plusieurs projets internationaux. Elle a plus de 25 ans d'expérience dans l'évaluation des risques liés au travail forcé et au travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi que dans l'élaboration de plans d'action impliquant toutes les parties prenantes concernées. Son expérience professionnelle s'étend à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique latine et à toutes les régions d'Europe. Elle est co-auteur du "Que Sais-Je ?" sur l'audit social (publié en 2012).

Martine a également été nommée par le Président de la République Chevalier de la Légion d'honneur le 14 juillet 2019.